

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P)

Procédure de passation du marché :

APPEL D'OFFRES OUVERT

Articles L. 2124-2, L. 2125-1-1°, R. 2124-2 1°, R. 2161-2 à R. 2161-5, R. 2162-2§2,
R. 2162-4§2°, R. 2162-13 à R. 2162-14, du Code de la commande publique

Réf. :

Lot 1 : 25-A.O.I-07 / Lot 2 : 25-A.O.I-08

Le présent cahier des clauses administratives particulières comporte 20 feuillets.

POUVOIR ADJUDICATEUR :

AGENCE DE L'EAU ARTOIS - PICARDIE

200, rue Marceline Centre Tertiaire de l'Arsenal BP 80818 59508 DOUAI Cedex

Tél. : 03.27.99.90.00 / Fax : 03.27.99.90.15

www.eau-artois-picardie.fr

SIRET : 185 911 781 00028

Objet du marché :

Assurer la promotion et le déploiement du dispositif « Paiements pour services environnementaux – captages » de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, ciblant les captages ultra-prioritaires du bassin Artois-Picardie pour lesquels un contrat d'action pour la ressource en eau est approuvé :

- **Lot 1 : 25-A.O.I-07 : Promotion et déploiement du dispositif « Paiements pour services environnementaux – captages » dans les départements du Nord (59) et du Pas-de-Calais (62) ;**
- **Lot 2 : 25-A.O.I-08 : Promotion et déploiement du dispositif « Paiements pour services environnementaux – captages » dans les départements de la Somme (80) et de l'Oise (60).**

→ Marché de services

→ Code nomenclature interne : **70.0U - Assistance à la promotion de la politique agence**

→ Classification CPV :

- **90700000 - Services relatifs à l'environnement**
- **79342200 - Services de promotion**
- **79419000 - Services de conseil et d'évaluation**

PLAN DÉTAILLÉ DU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 - OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ	3
1.1 - Objet de l'accord-cadre	3
1.2 - Nombre et modalités d'attribution des lots du marché	3
1.3 - Nature de l'accord-cadre	3
1.4 - Caractéristiques principales de l'accord-cadre	3
1.5 - Durée de l'accord-cadre	4
1.6 - Groupement d'opérateurs économiques	4
1.7 - Compléments à apporter au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières	5
1.8 - Délai de validité des offres	6
1.9 - Forme des notifications et informations au titulaire	6
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 3 - DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL, CONFIDENTIALITE ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	8
3.1 - Protection des données à caractère personnel	8
3.2 - Obligation de confidentialité	9
3.3 - Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats	9
3.3.1 Utilisation des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards	9
3.3.2 Régime de l'utilisation des résultats du marché	9
ARTICLE 4 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE SOUS-TRAITANCE	10
ARTICLE 5 - ASSURANCE	10
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXÉCUTION ET DE LIVRAISON	11
6.1 - Lieux de d'exécution et de livraison	11
6.2 - Conditions d'exécution et délais d'exécution	11
6.3 - Vérification de la conformité des prestations	12
ARTICLE 7 - AVANCE ET ACOMPTES	12
ARTICLE 8 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX	13
8.1 - Offre de prix	13
8.2 - Nature des prix	13
8.3 - Révision des prix et réévaluation du montant maximum	13
8.3.1 - Révision des prix	13
8.3.2 - Réévaluation du montant maximum (clause de réexamen)	14
8.4 - Contenu des prix	14
ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	14
9.1 - Remise des factures	15
9.2 - Paiements	15
9.3 - Paiements en cas de Cotraitance et/ou sous-traitance	16
ARTICLE 10 - PÉNALITÉS DE RETARD ET RÉSILIATION	17
ARTICLE 11 - MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE EN CAS DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET/OU SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES	18
11.1 - Circonstances exceptionnelles	18
11.2 - Circonstances imprévisibles	19
ARTICLE 12 - CLAUSE DE RÉEXAMEN	19
ARTICLE 13 - DÉROGATIONS	20
ARTICLE 14 - LITIGES	20

ARTICLE 1 - OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ

1.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet d'assurer la promotion et le déploiement du dispositif « Paiements pour services environnementaux – captages » de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, ciblant les captages ultra-prioritaires du bassin Artois-Picardie pour lesquels un contrat d'action pour la ressource en eau est approuvé.

Les caractéristiques et modalités d'exécution sont précisées dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (commun à l'ensemble des lots).

1.2 – Nombre et modalités d'attribution des lots du marché

En application des dispositions de l'article L. 2113-10 du Code de la Commande Publique, Les prestations objet du marché sont divisées en deux (2) en lots géographique désignés ci-dessous :

Numéros et références des lots	Désignation
Lot 1 n°25-A.O.I-07	Promotion et déploiement du dispositif « Paiements pour services environnementaux – captages » dans les départements du Nord (59) et du Pas-de-Calais (62)
Lot 2 n°25-A.O.I-08	Promotion et déploiement du dispositif « Paiements pour services environnementaux – captages » dans les départements de la Somme (80) et de l'Oise (60)

Les lots sont attribués séparément.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un lot, plusieurs lots ou pour la totalité des lots.

Les offres sont examinées lot par lot.

Les candidats ne peuvent pas présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

L'Agence n'accepte pas les offres des candidats contenant un rabais conditionné par l'attribution de plusieurs lots.

1.3 - Nature de l'accord-cadre

Le présent marché est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G. – F.C.S) [Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services NOR : ECOM2106868A – Publié au JORF du 1er avril 2021](#).

Toutes les dispositions du C.C.A.G - F.C.S. qui ne sont ni complétées, ni modifiées, ni précisées dans les documents du marché sont applicables au marché.

1.4 - Caractéristiques principales de l'accord-cadre

Le présent marché est passé sous la forme d'un Appel d'Offres Ouvert dans les conditions prévues aux articles R. 2161-2 à R. 2161-5, R. 2131-16, R. 2161-3 2° à R. 2161-5, R. 2162-2§2, R. 2162-13 à R. 2162-14, du Code de la commande publique.

Le marché constitue un accord-cadre qui en fixe tous les termes et est conclu avec un seul opérateur économique (mono-attributaire) pour chacun des lots.

Les prestations forfaitaires et unitaires feront l'objet de bons de commande conformément aux dispositions des articles R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la Commande Publique. L'émission des bons de commandes est organisée lors de la survenance du besoin dans les conditions fixées dans les Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières.

Pour toute la durée du marché, périodes de reconductions comprises, le montant maximum cumulé des commandes pour chaque lot est fixé, en application de l'article R. 2162- 4 2° du Code de la commande publique, à :

- ➔ **1 092 000€ T.T.C maximum pour le lot 1,**
- ➔ **468 000€ T.T.C maximum pour le lot 2.**

Ce montant maximum pourra faire l'objet d'une réévaluation dans les conditions fixées à l'article 8.3.2 du présent cahier des clauses Administratives Particulières.

Les bons de commande sont notifiés, dans les conditions définies à l'article 1.9 « Forme des notifications et informations au titulaire » du présent cahier des clauses Administratives Particulières. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. La durée de validité du marché est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis.

En application des dispositions de l'[article 13.2.4 du C.C.AG – F.C.S](#), la durée d'exécution des bons de commande, notifiés pendant la durée de validité du présent marché, ne pourra dépasser la durée d'exécution mentionnée dans le bon de commande sauf cas de prolongation accordée expressément par l'Agence.

1.5 - Durée de l'accord-cadre

Pour l'ensemble des lots : le présent marché prend effet à compter de sa date de notification au(x) titulaire(s) et est conclu jusqu'au 31 janvier 2028.

1.6 - Groupement d'opérateurs économiques

Conformément aux articles R. 2142-19 à R. 2142-24 du Code de la Commande Publique, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence, le candidat peut se présenter seul ou sous la forme d'un groupement (conjoint ou solidaire). Les opérateurs économiques peuvent soumissionner à l'attribution d'un, de plusieurs lots, ou de la totalité des lots.

Les candidatures et offres sont présentées soit par l'ensemble des membres d'un groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Dans les deux formes de groupement (solidaire ou conjoint), l'un des membres du groupement, sera désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de l'Agence de l'Eau et coordonner les prestations des membres du groupement.

En application de l'article R. 2142-24 du Code de la Commande Publique, dans l'hypothèse d'un groupement conjoint, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie impose après attribution du marché que **le mandataire soit solidaire du groupement conjoint** pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie. Le choix du candidat quant à la forme de sa candidature sera clairement indiqué à l'appui de sa candidature.

Le cas échéant, et conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la Commande Publique, chaque membre du groupement fournira les documents exigés dans la candidature ou le lien sur plateforme numérique permettant à l'Agence de l'Eau d'accéder gratuitement auxdits documents.

Il est précisé qu'une « bourse à la co-traitance » est accessible aux soumissionnaires sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE). La bourse à la cotraitance est un outil de mise en relation pour faciliter la création de groupements momentanés d'entreprises (GME) de compétences et/ou de moyens. Les informations sur ce dispositif sont consultables via le lien ci-après :

https://www.marchespublics.gouv.fr/docs/outils-esr2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Conformément à l'article R. 2142-23 du code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plusieurs groupements pour ce marché.

En application de l'article R. 2142-21 du Code de la Commande Publique, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie **interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements** : en cas de non-respect de ces dispositions la candidature individuelle sera éliminée, seule l'offre présentée en groupement sera admise.

En application des dispositions de l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, en cas d'opération de restructuration de société survenue entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, notamment en cas de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, l'Agence de l'Eau acceptera d'examiner les candidatures, d'un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées, présentées par le groupement en vue de continuer à participer à la procédure.

L'Agence de l'Eau se prononcera sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation définies et fixées dans le présent règlement de la consultation.

La sous-traitance totale des prestations objet du présent marché est interdite, cependant le candidat est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Le cas échéant, chaque entreprise sous-traitante fournira les documents exigés dans la candidature ou le lien sur plate-forme numérique permettant à l'Agence de l'Eau d'accéder auxdits documents.

1.7 - Compléments à apporter au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières

Les opérateurs économiques n'ont pas à apporter de modifications au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières. Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

En application de l'article R. 2151-8 du code de la commande publique : **les variantes à l'initiative des candidats sont autorisées en complément de l'offre de base (cf. article 4.2 du règlement de la consultation) : les candidats ont la possibilité de proposer une variante relative à la proposition d'autres outils de promotion qu'ils jugeront utiles en compléments de ceux listés à l'article 3.1.1 du C.C.T.P.**

☐ Prestations similaires : Pour chacun des lots, selon le déroulement de l'exécution du marché, l'Agence de l'Eau pourra, le cas échéant, décider d'avoir recours à un marché négocié ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché en application de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique. Ce marché sera conclu sans publicité ni nouvelle mise en concurrence préalables.

Modification du marché : Pour chacun des lots, le marché peut être modifié dans les cas énumérés ci-après :

- ✦ dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique ;
- ✦ en cas de difficultés liées à la survenance de circonstances exceptionnelles, conformément aux dispositions des articles L. 2711-1 à L. 2711-8 du code de la commande publique ;
- ✦ en cas de circonstances imprévisibles affectant l'exécution de l'accord-cadre telles que décrites dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- ✦ lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial de l'accord-cadre ;
- ✦ conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, pendant l'exécution du marché, l'Agence peut prescrire au titulaire, par bon de commande, des prestations supplémentaires ou modificatives devenus nécessaires après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le bon de commande prescrivant ces prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'Agence au titulaire fixera les prix nouveaux et définitifs retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions actées préalablement par voie d'avenant par dérogation aux articles 23.2 et 23.3 du C.C.A.G – F.C.S. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

1.8 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres en page de garde du Règlement de la Consultation.

1.9 - Forme des notifications et informations au titulaire

Pour chacun des lots, en application des dispositions de l'article 3.1 du C.C.A.G - F.C.S, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire et, le cas échéant, du sous-traitant.

Le titulaire est réputé accepter l'usage du courrier électronique pour la transmission des commandes. À ce titre, la personne physique ayant qualité pour représenter (interlocuteur unique) le titulaire vis-à-vis de l'agence de l'eau Artois-Picardie pour l'exécution du marché, devra, préalablement, avoir communiqué son adresse électronique. Tout changement d'adresse électronique devra faire l'objet d'une information dûment notifiée à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le titulaire et, le cas échéant, le sous-traitant sont réputés avoir reçu cette notification :

- ▶ à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique,
- ▶ ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G - F.C.S, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante ; en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après.

L'acte d'engagement (formulaire ATTRI-1), sur lequel l'offre est établie conformément à la décomposition indiquée par le titulaire dans l'annexe financière (bordereau des prix) jointe en annexe 1 à l'Acte d'Engagement et le cas échéant, la déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant à l'aide de l'acte spécial (formulaire DC 4).

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie adressera, pour signature, au(x) candidat(s) auquel(s) le ou les lots auront été attribués, un acte d'engagement (ATTRI-1) pré-rempli ainsi que le contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles (modèle de contrat joint en annexe A) et l'annexe financière si ces documents ont été remis non signés au stade du dépôt de la candidature et de l'offre.

L'attributaire devra vérifier que son offre est intégralement reportée conformément à la décomposition indiquée dans l'annexe financière valant annexe à l'acte d'engagement.

Le cas échéant en cas de déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant à l'aide de l'acte spécial (formulaire DC 4) non signé au stade de la remise l'offre, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adressera également au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché le formulaire de signature de l'acte spécial (formulaire ATTRI-2) à remplir intégralement, dater et signer.

L'attributaire devra signer le formulaire ATTRI-1 ainsi que son annexe financière et le contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles (annexe A) : au moyen d'un certificat de signature électronique valide par la personne ayant pouvoir pour engager l'entreprise ; ou de façon manuscrite par la personne ayant pouvoir pour engager l'entreprise ;

En signant l'acte d'engagement (formulaire ATTRI-1), le candidat consent formellement aux clauses des documents constitutifs du présent marché :

- L'annexe financière n°1 - bordereau des prix pour le lot 1, valant annexe à l'acte d'engagement ;
- L'annexe financière n°2 - bordereau des prix pour le lot 2, valant annexe à l'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes techniques ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G. – F.C.S) *Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services NOR : ECOM2106868A – Publié au JORF du 1er avril 2021 ;*
- Le mémoire technique attestant la qualité technique de l'offre présentée et des autres éléments d'appréciation de l'offre, tel que décrit dans le Règlement de la Consultation ;
- L'annexe A - contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause limitative de responsabilité du titulaire, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les conditions générales de vente du titulaire), ou modifiant les clauses du C.C.A.P ou du C.C.T.P ou contraire à la réglementation applicable au présent marché est réputée non écrite. Les exemplaires des documents contractuels conservés par l'Agence de l'Eau font seuls foi en cas de litiges.

ARTICLE 3 - DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL, CONFIDENTIALITE ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

3.1 - Protection des données à caractère personnel

Le titulaire et l'Agence de l'Eau Artois-Picardie (les parties) sont tenus au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché dans les conditions définies à l'article 5.2 du C.C.A.G - F.C.S.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer, pour le compte de l'Agence de l'eau, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Ces obligations s'appliquent aux cotraitants et sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, un contrat de sous-traitance pour le traitement des données à caractère personnel, mis en œuvre par le titulaire, sera établi selon le modèle joint en annexe A.

Ce contrat de sous-traitance pour le traitement de données, sera co-signé par l'Agence de l'eau Artois-Picardie et par le titulaire.

Ce contrat a pour objet de définir les obligations respectives des parties en matière de protection des données à caractère personnel et précisera :

- ▶ la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'Agence de l'Eau ;
- ▶ les obligations de l'Agence et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation pour le titulaire d'informer l'Agence de l'Eau de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- ▶ les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- ▶ les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- ▶ la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Ce contrat de sous-traitance pour le traitement de données à caractère personnel, devra être intégralement complété et signé par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

Ce contrat sera joint à la notification de chaque lot du présent accord-cadre.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'Agence pourra résilier le marché pour faute en application des dispositions de l'article 41.1 point j du C.C.A.G - F.C.S.

Coordonnées des délégués à la protection des données :

- pour l'agence de l'Eau Artois-Picardie : protection.donnees@eau-artois-picardie.fr
- Pour le titulaire : Le titulaire indiquera à l'appui de l'annexe A les coordonnées de son/sa délégué(e) à la protection des données (DPO) s'il en a désigné un(e) (Article 37 RGPD). À défaut, il communiquera les coordonnées de son référent en matière de protection des données.

3.2 – Obligation de confidentialité

Pour chaque lot objet du présent accord-cadre, le titulaire et l'agence de l'Eau qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel tel que définie à l'article 5 du C.C.A.G – F.C.S, sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

L'agence de l'Eau et le titulaire ne peuvent demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'ils ont eux-mêmes rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à conserver confidentiels et à ne pas divulguer les informations et documents de quelque nature que ce soit, relatifs au fonctionnement de l'agence de l'Eau ou à ses agents qu'il aurait pu recueillir, obtenir ou dont il aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Le titulaire se porte garant du respect par ses agents ou les tiers travaillant pour son compte, du présent engagement de confidentialité.

En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire encourt les sanctions prévues par la loi 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée, ainsi que la résiliation pure et simple du marché aux torts du titulaire, sans qu'il puisse prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Cet engagement ne concerne pas les informations et documents que le titulaire aurait pu obtenir ou connaître en dehors du cadre de son intervention, et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de sa part.

En revanche, le regroupement de ces informations, leur mise en forme ou leur analyse rentre dans le champ de l'engagement.

En cas de manquement aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, l'Agence pourra résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41.1 point j du C.C.A.G - F.C.S.

3.3 – Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats

3.3.1 Utilisation des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

Les dispositions des articles 35 et 36 du C.C.A.G – F.C.S seront applicables au marché. Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards par l'agence de l'eau Artois-Picardie.

3.3.2 Régime de l'utilisation des résultats du marché

En application de l'article 37 du C.C.A.G – F.C.S, dans le cadre du marché, le titulaire accorde à l'agence de l'eau Artois-Picardie, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations du marché.

Pour permettre à l'agence de l'eau Artois-Picardie d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché.

Le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

En application des dispositions de l'article 3.6 du C.C.A.G. - F.C.S, ainsi que des articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une partie du marché sous réserve de l'acceptation de la totalité des sous-traitants par l'agence de l'eau Artois-Picardie et de l'agrément, par elle, des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie une déclaration mentionnant l'ensemble des informations listées à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique complété des renseignements listés au paragraphe 2 de l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique.

Les sous-traitants sont soumis aux mêmes obligations de déclaration que le titulaire et présentent dans les mêmes conditions que lui une documentation de présentation et de justification de la prestation dont il a la charge et ses moyens de mise en œuvre. Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution des obligations du marché.

Le titulaire est tenu de signaler à l'Agence de l'eau Artois-Picardie toute modification concernant l'étendue des prestations sous-traitées. Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement exige la modification de la déclaration de sous-traitance initiale annexée à l'offre ou de l'acte spécial.

Ce signalement interviendra par la transmission de l'acte spécial modificatif par le titulaire du marché en vue de modifier une déclaration de sous-traitance annexée à l'offre ou un acte spécial présenté en cours d'exécution d'un marché. Cette déclaration constitue un acte spécial modificatif qui remplace et annule la déclaration de sous-traitance antérieure. Cette dernière doit être précisément identifiée dans la rubrique correspondante.

ARTICLE 5 - ASSURANCE

Par dérogation à l'article 9 du C.C.A.G. - F.C.S, les candidats justifieront, au stade de la remise de leur candidature et offre, qu'ils sont titulaires et couverts par d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'agence de l'eau Artois-Picardie à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

Le cas échéant, si cette attestation d'assurance n'a pas été produite au stade de la remise de l'offre, cette attestation d'assurance devra être obligatoirement produite par le candidat retenu au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la date d'émission du courrier du représentant du pouvoir adjudicateur l'informant que son offre est retenue et avant tout commencement d'exécution.

En cas d'absence de couverture insuffisante ou de résiliation de la ou des polices souscrites, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie exigera de la part du titulaire la souscription d'une nouvelle assurance ou d'une assurance complémentaire. Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à cette demande, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie se réserve le droit de résilier le marché.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXÉCUTION ET DE LIVRAISON

6.1 - Lieux de d'exécution et de livraison

Lieu de livraison : Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE Centre Tertiaire de l'Arsenal 200 rue Marceline BP 80818 59508 DOUAI CEDEX

Lieu d'exécution : Les prestations se dérouleront dans le bassin Artois-Picardie :

- Pour lot 1 : 25-A.O.I-07 : dans les départements du Nord (59) et du Pas-de-Calais (62) ;
- Pour le lot 2 : 25-A.O.I-08 : dans les départements de la Somme (80) et de l'Oise (60).

6.2 – Conditions d'exécution et délais d'exécution

La prestation devra être exécutée suivant les modalités définies dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et le cas échéant précisées sur le bon de commande.

Les délais d'exécution applicables sont précisés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières applicable. À chaque réception des bons de commandes, le titulaire effectue la prestation dans les délais indiqués par le bon de commande.

Le non-respect des délais mentionnés dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières ou dans les bons de commandes du fait du titulaire pourra conduire l'Agence de l'Eau Artois-Picardie à appliquer des pénalités de retard telles que prévues à l'article 10 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Si les délais d'exécution par le titulaire ne peuvent être respectés du fait de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie ou d'un événement extérieur aux parties ayant le caractère de force majeure, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie prolonge le délai d'exécution pour le titulaire. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie les causes faisant obstacle à l'exécution du marché. Le titulaire doit, par dérogation à l'article 13.3 du C.C.A.G – F.C.S, avertir **dès qu'il en a connaissance** l'Agence de l'Eau Artois-Picardie par télécopie ou courriel confirmé par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire précisera à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie la durée de la prolongation du délai d'exécution demandée.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

En application des dispositions de l'article L. 2711-7 du code de la commande publique, en cas de survenance de circonstances exceptionnelles, lorsque le titulaire ne peut pas respecter le délai d'exécution d'une ou de plusieurs obligations de l'accord-cadre ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur le titulaire une charge manifestement excessive, ce délai est prolongé d'une durée équivalente à la période de non-respect du délai d'exécution résultant directement des circonstances exceptionnelles, à la demande du titulaire présentée avant l'expiration du délai contractuel et avant l'expiration de la période de circonstances exceptionnelles.

Si un retard est imputable au titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable les pénalités conformément aux dispositions de l'article 10 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

6.3 – Vérification de la conformité des prestations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications, destinées à constater qu'elles répondent aux clauses particulières du C.C.T.P.

Les dispositions prévues aux articles 27 à 33 du C.C.A.G – F.C.S s'appliquent aux opérations de vérification et aux décisions y afférent (réception, ajournement, réception avec réfaction ou rejet).

ARTICLE 7 - AVANCE ET ACOMPTES

➤ **Avance** : Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance sera effectué avant tout commencement d'exécution selon les modalités stipulées ci-après :

L'option retenue concernant l'avance est l'option A (article A.11.1 du C.C.A.G - F.C.S). Sous réserve du respect des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€ H.T et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %. Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique. L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant T.T.C du marché. Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant T.T.C des prestations du marché. Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

➤ **Acomptes** : il est fait application des dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique. Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le titulaire devra produire un décompte indiquant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations objet du marché et précisant les éléments permettant de déterminer les dites sommes. Ce décompte devra être conforme à la décomposition des prix détaillée de chaque poste fourni à l'appui de son offre.

Les opérations effectuées par le titulaire qui donnent lieu à versement d'acomptes seront constatées par un écrit de l'Agence de l'Eau attestant de l'admission des prestations (constat du service fait).

Conformément aux dispositions de l'article R2191-20 du code de la commande publique, les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Le paiement du solde ne peut intervenir qu'à la remise totale des livrables prévus ou au terme de l'exécution des prestations.

Le montant des demandes de paiement ne peut excéder le montant des prestations commandées.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Sur demande expresse du titulaire du marché, la périodicité du versement des acomptes peut être ramenée à un

mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du Code de la Commande publique. Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise, ce délai est ramené à un mois.

➤ **Retenue de garantie** : aucune retenue de garantie ne sera appliquée au titulaire dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 8 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

8.1 - Offre de prix

Les opérateurs économiques sont informés que l'Agence de l'Eau souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire qui est l'EURO (€).

Les candidat(s) remplissent intégralement les bordereaux de prix joints en annexe aux Cahiers des Clauses Techniques Particulières, concernant le(s) lot(s) sur le(s)quel(s) porte l'offre.

Les candidat(s) joindront un descriptif détaillé de la décomposition des prix comportant toutes les indications permettant d'apprécier les propositions de prix.

Les candidats souhaitant présenter une offre de variante en complément de leur offre de base doivent chiffrer leur offre de variante en dupliquant l'annexe financière (BPU + DQE) et en joignant un descriptif détaillé de la décomposition des prix comportant toutes les indications permettant d'apprécier les propositions de prix.

8.2 - Nature des prix

Le marché comporte des prestations à prix unitaire et à prix forfaitaire (prix mixte).

Les prestations traitées à prix forfaitaire ou unitaire sont identifiées dans le C.C.T.P.

Les prix unitaires figurant dans le bordereau de prix joint en annexe 1 à l'acte d'engagement, seront appliqués aux quantités réellement exécutées et réceptionnées par l'Agence.

8.3 - Révision des prix et réévaluation du montant maximum

8.3.1 - Révision des prix

Pour chaque lot objet du présent accord-cadre, les prix sont fermes et définitifs.

Les prix fermes ne seront actualisés que si le délai entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (correspondant à la date de dépôt de son offre) et la date de début d'exécution effective des prestations après notification du marché est supérieur à 3 mois. Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : SYNTEC

Les prix sont actualisés, **à l'initiative du titulaire**, selon la formule suivante : $P_a = P_0 \times [I-3/I_0]$

La signification des symboles utilisés est la suivante :

P_0 : Prix initial du marché

P_a : Prix actualisé

I_0 : Valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix

$I-3$: Valeur de l'index de référence 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations.

Les prix actualisés s'appliquent aux commandes émises à compter de la date de révision sous réserve de notification effective du marché.

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur. Le calcul de l'actualisation des prix est à la charge du titulaire et sera notifiée à l'Agence de l'Eau sur la base du dernier indice connu (lu) si le délai entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (correspondant à la date

de dépôt de son offre) et la date de début d'exécution effective des prestations après notification du marché est supérieur à 3 mois.

8.3.2 - Réévaluation du montant maximum (clause de réexamen)

L'Agence de l'eau se réserve la possibilité de procéder à un réexamen du montant maximum de l'accord-cadre et de le modifier si nécessaire à la hausse par voie d'avenant en cas de besoin supplémentaires imprévisibles ou non connus à la date de publication du marché, en cas d'atteinte ou d'insuffisance du montant maximum, en cas d'application de directives imposées par l'État, afin d'éviter une fin prématurée du marché et/ou être en mesure de couvrir les besoins supplémentaires pour la durée d'exécution restante.

Si l'agence de l'eau Artois-Picardie décide d'augmenter le montant maximum, elle procédera par voie d'avenant.

La réévaluation ne pourra excéder 50% du montant maximum fixé initialement en application des dispositions des articles R.2194-1, R.2194-2 et R. 2194-3 du code de la commande publique.

Le nouveau montant maximum s'appliquera à compter de la notification de l'avenant au titulaire du lot concerné.

8.4 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, à son exécution, aux participations aux différentes réunions y compris la réunion de démarrage, les frais occasionnés par les déplacements (transports, restauration, hébergement, etc...), les frais annexes et nécessaires à la réalisation des prestations et à la restitution des livrables (téléphone, reprographie, visio-conférence, frais de conception et réalisation et de mise à disposition des livrables, etc...) ainsi que tous les frais nécessaires à la réalisation du marché et afférents à son exécution ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les prix incluent également les modifications des livrables suite aux opérations de vérifications.

Les prix comprennent également, de façon définitive, tous les frais de cession des droits tels que définis à l'article 3.3 du présent C.C.A.P ; le titulaire reconnaît qu'il en a pris connaissance et ne pourra réclamer aucune somme complémentaire au titre de la Cession.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

La T.V.A. est le taux en vigueur au jour de la réalisation des prestations.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le mode de règlement choisi par l'Agence de l'Eau est le virement.

Le candidat auquel l'Agence de l'Eau envisage d'attribuer le marché indiquera dans l'acte d'engagement (Formulaire ATTRI-1) s'il renonce au bénéfice de l'avance.

Le règlement des sommes dues par l'Agence au titre du présent accord-cadre s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

Les demandes de paiement feront l'objet de factures établies par le titulaire. Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine. Le cas échéant, en cas de groupement et/ou de sous-traitance, le titulaire indiquera ce qui doit être réglé respectivement au mandataire, à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire après certification du service fait par le service émetteur du bon de commande.

9.1 - Remise des factures

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique.

Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'Agence de l'Eau concernée nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro sera communiqué au titulaire.

Le code service ou engagement juridique de l'Agence de l'Eau concernée sera communiqué lors de la réunion de démarrage.

Les décomptes, factures ou mémoires afférents au paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement),
- la référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro d'engagement juridique ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date effective d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix unitaire/forfaitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le numéro de référence du bon de commande ;
- les modalités particulières de règlement ;
- les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, elle notifiera au titulaire la demande de paiement rectifiée.

9.2 - Paiements

Le paiement interviendra lorsque l'agence de l'eau Artois-Picardie a constaté que les prestations ont été réalisées, et qu'elles sont conformes.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est :

• Mme Isabelle MATYKOWSKI, Directrice Générale de l'Agence de l'Eau Artois – Picardie
200 Rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal - BP 80818 - 59508 Douai Cedex.

Le comptable assignataire chargé du paiement est :

Madame l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE
12, rue de l'Industrie CS 80148 92416 Courbevoie Cedex

Les paiements sont effectués suivant les dispositions ci-après :

Conformément à l'article R. 2191-23 à R. 2191-25 du Code de la Commande Publique et aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le titulaire remet à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie un décompte, une facture ou mémoire précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de l'accord-cadre et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes. Il joint, si nécessaire, les pièces justificatives, notamment les tarifs et barèmes appliqués.

Le délai maximum de paiement des sommes dues est fixé à 30 jours.

En cas de défaut de paiement du prix, du fait de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, dans les 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement conforme et après exécution des prestations, le dépassement de ce délai ouvre droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

En application des dispositions des articles 8 et 9 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 susvisé :

- le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,
- le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

9.3 - Paiements en cas de Cotraitance et/ou sous-traitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement prévoyant une répartition des paiements entre les membres du groupement solidaire et précisant les modalités de cette répartition.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du C.C.A.G – F.C.S.

En cas de sous-traitance bénéficiant du paiement direct, **le sous-traitant adresse sa demande de paiement**, libellée au nom de l'Agence de l'Eau concernée, **au titulaire**, soit sous pli recommandé avec accusé de réception, soit par dépôt contre récépissé.

Le titulaire dispose alors de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant, d'autre part, à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Le sous-traitant adresse parallèlement à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie l'ensemble des documents qu'il a envoyé au titulaire, ainsi que la preuve de l'envoi au titulaire de ces documents, accompagnée de copies des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé.

À cet égard, il convient de bien distinguer la demande de paiement des factures elles-mêmes.

La demande de paiement doit être libellée, ainsi que l'indiquent les articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique, au nom de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie alors que les factures sont émises par le sous-traitant au nom du titulaire. **En aucun cas, le sous-traitant n'est habilité à émettre des factures à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.**

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai de paiement mentionné ci-après.

Ce délai court :

- soit à compter de la réception par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie de l'accord même partiel du titulaire sur le paiement demandé,
- soit à compter de l'expiration du délai de 15 jours prévu ci-dessus, si pendant ce délai le titulaire ne s'est pas manifesté,

- soit à compter de la réception de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie informe alors le titulaire des paiements qu'il effectue aux sous-traitants.

Si le sous-traitant intervient pour le compte d'un membre d'un groupement qui n'est pas le mandataire alors celui-ci est tenu de signer la demande de paiement ou de notifier son refus dans les conditions précisées ci-dessus via le mandataire.

ARTICLE 10 - PÉNALITÉS DE RETARD ET RÉSILIATION

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G – F.C.S, lorsque les délais d'exécution mentionnés dans les documents contractuels du présent accord-cadre, dans les bons de commandes et/ou lorsque les engagements du titulaire formulés à l'appui de son offre ne sont pas respectés par le seul fait du titulaire (sauf cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence administrative), celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, l'application des pénalités suivantes :

DÉSIGNATION DE LA PÉNALITÉ	MONTANT
Pénalité pour retard : ↳ dans l'exécution des prestations et/ou ↳ la livraison des livrables	Une pénalité de 100€ par jour calendaire de retard pourra être appliquée : <ul style="list-style-type: none"> • En cas de dépassement des délais d'exécution. • En cas de dépassement des délais de remise des livrables.
Pénalité pour non-conformité quantitative et/ou qualitative de l'exécution	En cas de non-conformité quantitative et/ou qualitative constatée : 100€ par constatation.

Lorsque l'agence envisage d'appliquer des pénalités de retard, elle **invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours**. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés **ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations**. À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'agence considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci et/ou à ses co-traitant et/ou sous-traitants, les pénalités pour retard **s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré**.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G. - F.C.S :

- le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande
- le montant des pénalités sont plafonnées à 50% du montant de la prestation concernée par l'application de la pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G. - F.C.S , le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché. Le montant des pénalités de retard sera déduit par l'Agence de l'Eau du montant du solde à verser ou à défaut lui seront facturées.

En application des dispositions de l'article L. 2711-8 du Code de la commande publique, en cas de survenance de circonstances exceptionnelles, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter

tout ou partie d'un bon de commande ou du marché, notamment lorsqu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive :

1° Le titulaire ne peut pas être sanctionné, ni se voir appliquer les pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée pour ce motif ;

2° L'Agence pourra conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire ceux de ses besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'Agence. L'exécution du marché de substitution ne peut être effectuée aux frais et risques du titulaire initial.

Modalités de calcul des pénalités de retard en cas de cotraitance : Dans le cas où le titulaire est un groupement momentané d'entreprises, pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire du groupement à l'Agence de l'Eau.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité de l'Agence de l'Eau concernée à l'égard des autres entrepreneurs.

Résiliation : Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-14 du code de la commande publique et ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'Agence de l'Eau peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique ; les conditions de résiliation en cours d'exécution du marché sont définies aux articles 38 à 45 du C.C.A.G – F.C.S (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général). Outre les cas de résiliation prévus au C.C.A.G – F.C.S, le marché peut être résilié pour les motifs suivants : manquement grave et répété à l'engagement du respect des délais. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnité.

ARTICLE 11 – MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE EN CAS DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET/OU SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES

11.1 - Circonstances exceptionnelles

En application des dispositions des articles L. 2711-1 à L. 2711-8 du code de la commande publique, en cas de circonstances exceptionnelles affectant les modalités de passation ou les conditions d'exécution du présent marché, l'Agence de l'Eau se réserve la possibilité de mettre en œuvre tout ou partie des dispositions et mesures temporaires prévues par décret tendant à faire face à de telles circonstances exceptionnelles, et notamment :

- d'apporter en cours de procédure les adaptations nécessaires à la poursuite de la procédure, dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats ;
- de prolonger les délais de réception des candidatures et des offres d'une durée suffisante pour permettre aux opérateurs économiques de présenter leur candidature ou de soumissionner ;
- de modifier les modalités d'exécution des prestations du marché et notamment :
 - de prolonger la durée du marché au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 si son terme intervient pendant la période de circonstances exceptionnelles et que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre. La durée de cette prolongation ne peut excéder la durée de la période de circonstances exceptionnelles, augmentée de la durée nécessaire à la remise en concurrence à l'issue de l'expiration de cette période ;
 - d'intégrer au marché de nouveaux besoins liés aux circonstances exceptionnelles.
- de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire ceux de ses besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie d'un bon de commande ou du marché, notamment lorsqu'il démontre qu'il ne dispose pas des

moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'Agence.

Ces dispositions sont applicables non seulement lorsqu'elles sont la conséquence des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la gestion de la situation exceptionnelle (mesures de confinement, fermeture de bâtiments ...), mais aussi dès lors que des mesures sont mises en œuvre par l'Agence de l'Eau en vue de limiter voire de prévenir la propagation d'une situation de crise.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

11.2 - Circonstances imprévisibles

En application des dispositions des articles R. 2194-3 à R. 2194-5 du Code de la commande publique, et en application des dispositions de l'article 24 du C.C.A.G. - F.C.S, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que l'Agence de l'Eau et le titulaire ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par l'autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de tout ou partie des prestations prévues dans le présent marché en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations peut être prononcée par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, l'Agence de l'Eau et le titulaire conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, l'Agence de l'Eau et le titulaire conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements. Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant. À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées dans le C.C.A.G. - F.C.S.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

ARTICLE 12 - CLAUSE DE RÉEXAMEN

En cas de circonstance imprévisible dans sa nature ou dans son ampleur (telle que définie à l'article 12.2 du présent C.C.A.P) et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, l'Agence de l'Eau et le titulaire examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, l'Agence de l'Eau et le titulaire conviennent, par voie d'avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'Agence de l'Eau d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Les surcoûts pris en charge par l'Agence de l'Eau peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées à l'article 7 du présent C.C.A.P ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

ARTICLE 13 - DÉROGATIONS

- L'article 1.7 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, déroge aux articles 23.2 et 23.3 du C.C.A.G. - F.C.S concernant la conclusion d'un avenant préalable à la passation des commandes de prestations supplémentaires ou modificatives.
- L'article 2 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. - F.C.S concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles.
- L'article 5 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 9 du C.C.A.G. - F.C.S, concernant les délais et modalités de transmission de l'attestation de souscription des polices d'assurance.
- L'article 6.2 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 13.3 du C.C.A.G. - F.C.S, concernant les modalités de prolongation du délai d'exécution.
- L'article 10 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 14 du C.C.A.G. - F.C.S, concernant le montant et le calcul des pénalités de retard, concernant le fait que le montant total des pénalités de retard peut excéder 10% du montant total H.T du marché de la tranche considérée ou du bon de commande et concernant l'exonération des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € H.T pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 14 - LITIGES

En cas de désaccord survenu au cours de l'exécution du marché concernant l'interprétation des stipulations du marché ou relatif à l'exécution des prestations, l'Agence de l'Eau Artois – Picardie et le titulaire s'efforceront de le résoudre à l'amiable.

Le titulaire adressera à l'Agence de l'Eau Artois – Picardie une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées dans un délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu ; le non-respect du délai entraîne la forclusion de la réclamation.

L'Agence de l'Eau Artois – Picardie disposera d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier la décision ; l'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. En l'absence d'accord amiable, tout litige se rapportant au présent marché ressort de la compétence du Tribunal Administratif de Lille, 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 Lille Cedex - Tél : 03.59.54.23.42 - Fax : 03.59.54.24.45 - adresse courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr - site internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr/> - Greffe de l'éloignement : Télécopie : 03.59.54.24.24 - Greffe des procédures d'urgence : Télécopie : 03.59.54.24.50.

Les correspondances échangées et les documents demandés dans le cadre du présent marché sont rédigés obligatoirement en langue française.